



PHOTO : WOXX

RÉFUGIÉ-E-S

Fini les selfies !

Luc Caregari

Rétention de mineurs, discrimination et sur-place dans l'intégration : les raisons de s'inquiéter du Collectif réfugiés (LFR) sont réelles et montrent l'incapacité du gouvernement à trouver des solutions durables et justes pour les demandeurs de protection internationale.

Que c'était beau l'accueil en 2016 ! Le ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration faisait entendre à qui voulait le savoir que le Luxembourg faisait son devoir en matière d'accueil, et la ministre de la Famille attendait même les nouvelles familles pour se prendre en selfie avec elles. Pourtant, deux ans plus tard et malgré des demandes en baisse, la réactivité des officiels n'est plus la même - surtout quand il s'agit de parler des problèmes que pose toujours l'intégration des réfugié-e-s au grand-duché.

En témoigne la lettre envoyée par le LFR (qui regroupe les principales ONG luxembourgeoises qui travaillent avec des demandeurs de protection internationale) à la ministre Corinne Cahen en août 2017. Le collectif y thématise ses craintes face aux transferts d'un foyer à l'autre, selon les phases du parcours (du combattant) administratif. Si le principe de ces transferts n'est pas contesté, c'est leur survenance souvent impromptue et leur application limite brutale qui sont mises en question. Jusqu'à ce jour, la ministre est restée muette sur les doléances du LFR.

L'autre problème pointé du doigt par le collectif concerne la rétention des mineurs - rendue possible par l'adoption d'une nouvelle législation à ce sujet il y a un an. Cela contre l'avis non seulement du LFR, mais même contre celui du haut-commissaire aux droits de l'homme de l'ONU. Mais rien n'a pu faire changer de direction le gouvernement et les députés de la majorité dans leur détermination à mettre fin à des problèmes de nature administrative dans les cas d'expulsions familiales - il est donc

désormais possible de retenir des enfants jusqu'à sept jours avant de les expulser. Quant aux mesures alternatives, pourtant promises dans le sacro-saint programme gouvernemental, aucune n'a vu le jour - pas de maisons de retour comme en Belgique par exemple.

Il ne fait simplement pas bon évoquer la situation des plus faibles, qui de toute façon ne peuvent pas se défendre.

Les retours ne sont donc pas encadrés, tandis qu'au Shuk (structure d'hébergement au Kirchberg) plus de 50 pour cent des personnes internées disparaissent dans la nature sans suivi. Ce qui semble arranger le gouvernement, puisque ces personnes ne seront plus dans les statistiques. D'ailleurs, pour le LFR, le Shuk reste un dispositif discriminatoire, puisqu'il y aurait assez de place dans les foyers pour accueillir les gens parqués dans ce hangar et privés de certaines libertés.

Mais là aussi, pas de réaction positive, tout au contraire : Jean Asselborn, le ministre qui n'aime rien plus que se voir faire la morale aux pays d'Europe de l'Est en matière d'asile, cet Asselborn-là vient de déposer un projet de loi qui prolongerait encore la durée de la rétention de deux mois.

Bref, il est évident de constater que la situation au Luxembourg n'est peut-être pas aussi catastrophique qu'en France, mais que beaucoup des solutions trouvées restent provisoires et que l'intégration n'a pas été pensée et étudiée dans toutes ses conséquences.

Mais, en période préélectorale, alors que les partis du « milieu » ont une peur panique de se faire doubler par une extrême droite populiste en marche partout en Europe, il ne fait simplement pas bon évoquer la situation des plus faibles, qui de toute façon ne peuvent pas se défendre.